

## **Saintes, capitale culturelle des Charentes** (conférence dite à Saintes lors d'un colloque de 2001)

En 1801, conséquence immédiate du Concordat, l'évêché de Saintes est supprimé, remplacé par un nouvel évêché collant aux limites départementales, celui qu'on dénomme officiellement de « Saintes et La Rochelle », bien que Saintes y ait désormais la part du pauvre. Il ne lui reste plus que le nom de cathédrale à son église Saint-Pierre, mais la *cathedra*, c'est-à-dire le siège de son diocèse partagé, restera de plus en plus vide avec le temps, au profit de celle de La Rochelle.

En 1810, par un décret impérial signé le 1<sup>er</sup> juillet à Bruges, le siège du département de la Charente-Inférieure passe de Saintes à La Rochelle. L'institution n'a pourtant que vingt ans puisque c'est la Constituante qui, en 1790, institua les départements, en choisissant le scénario saintais d'union de l'Aunis et de la Saintonge, autour d'un chef-lieu central à Saintes, contre celui défendu par les Rochelais d'union de l'Aunis et du Bas-Poitou (vision correspondant peu ou prou aux limites de l'ancien évêché de La Rochelle).

Vingt ans, c'est peu dans l'histoire d'une ville : or en vingt ans, Saintes s'est d'abord vue reconnue et honorée, puis dépossédée, quasi bafouée (malgré le fait qu'on lui laissera à demeure la cour d'assises, héritière de sa tradition présidiale). Ses protestations demeureront vaines. Il s'agit d'abord de celles de son clergé, parfaitement divisé entre assermentés et insermentés, ces derniers souvent exilés, sans qu'on puisse honnêtement déterminer ce qui relevait dans chacun des camps des grands principes ou des visées de carrière personnelle. Exemple est le cas de Mgr de Coucy, évêque de Saintes, insermenté, qui s'exile vers l'Espagne où il restera jusqu'en 1815, qui cherche à retrouver sa *cathedra*, et se déclare farouchement opposé au Concordat. Il suscite un mouvement de réprobation qui alimentera en partie la création de la fameuse Petite Église anti-concordataire. Il ne se calmera qu'avec un titre de pair de France décerné en 1816 et sa nomination en 1821 à l'archevêché de Reims !

De même, dans le domaine administratif, les protestations officielles resteront sans effet. Elles seront pourtant nombreuses : 1814, 1818, 1819, 1831, profitant chaque fois d'un changement de régime ou de majorité politique. Elles se verront définitivement closes par un arrêt du Conseil d'État de 1832, bien qu'en 1864, les élus saintais tenteront encore une fois leur chance !

### **Deux rivales, l'une crispée, l'autre en pleine recherche de soi**

De nombreuses explications ont été données à ce dépouillement de Saintes : on y a vu l'effet de la rivalité avec Saint-Jean-d'Angély dont le sénateur Regnaud aurait pris le parti de

La Rochelle (la petite histoire ajoutant qu'il l'aurait fait à cause de la réception pour le moins réservée qu'auraient montrée les salons saintais envers sa femme au décolleté trop visible !) ; on y a surtout vu le résultat du lobbying extrêmement actif du maire de La Rochelle, le négociant Paul Garreau, qui ne manquait aucune occasion de faire passer son message aux autorités.

En fait, si La Rochelle remplaça Saintes dans ses fonctions préfectorales et diocésaines, malgré un handicap évident de géographie, à une époque où la règle de fixation des chefs-lieux prenait en compte la durée maximum d'une journée pour s'y rendre, ce qui dans le cas de la Charente-Inférieure aboutissait à marginaliser les cantons du sud, c'est que Saintes s'était proprement endormie autour d'une tradition dépassée, celle de ses bancs d'hermine, et que sa classe politique, notamment le baron puis comte Lemercier, un tartufe mou intéressé uniquement à ses rubans, dont je ne comprends pas que l'historiographie locale continue d'encenser la gloire, ne s'est pas montrée à la hauteur, ni dans l'expression atténuée de ses opinions, ni surtout dans l'élaboration d'un véritable projet urbain, comme le firent à cette époque de nombreuses villes moyennes.

À l'inverse, La Rochelle qui avait beaucoup souffert de la diminution de son influence portuaire avec la perte de Saint-Domingue et l'institution du Blocus continental, qui s'était aussi assoupie pendant les dernières années d'avant la Révolution sur une tradition commerciale protégée et une notabilisation terrienne de son élite négociante, commençait de montrer les premiers signes d'un renouveau. Tout d'abord en termes démographiques : alors que Saintes (ville et agglomération) va se traîner jusqu'en 1850 autour de 10000 habitants, La Rochelle (agglomération) regroupe dès le début du siècle quelques 17000 habitants et augmente régulièrement jusqu'à 25000 en 1850. En second lieu, en termes de vitalité économique et sociale : alors que Saintes devient la « douairière » qu'a parfaitement décrite Henri Texier, La Rochelle n'a de cesse que de redévelopper son activité. Réparations du port, creusement de nouveaux canaux, assèchement de marais, multiplication des foires, rétablissement de la bourse et de la chambre de commerce, obtention de nouvelles licences commerciales, travaux urbains importants dans le domaine de la salubrité publique (hôpital, égouts, dépôts d'ordures, rénovation d'immeubles...), etc... Qu'on ne croie pas qu'il s'agisse là de développements postérieurs à la venue de la préfecture ; ils sont tous engagés avant 1810 et se verront bien sûr amplifiés après. Enfin, et c'est un point d'importance, autant Saintes se montra politiquement prudente, frileuse, chichement opportuniste durant tout le Consulat et l'Empire, autant La Rochelle sut exprimer son adhésion à la République puis à l'Empire de façon moderne et souvent enthousiaste, guidée en cela par ses élites protestantes qui retrouvaient leur statut naturel de *leadership* local.

Léopold Delayant a parfaitement illustré ce parallèle entre deux rivales, l'une crispée sur une vision ancienne de son monde, l'autre en pleine recherche d'un devenir, lorsqu'il dit que le choix de La Rochelle y a été compris comme le coup de pouce à un redémarrage d'activité et que Saintes n'y a vu que petites intrigues.

## **Les initiatives culturelles de Saintes au XIXe siècle**

Si j'ai longuement introduit mon sujet, *Saintes capitale culturelle des Charentes*, en rappelant cette dépossession du début du XIXe siècle, vécue comme un malheur consternant par la ville, c'est parce que je crois qu'inconsciemment la douairière a trouvé dans la culture régionale un moyen d'expression, une sorte de compensation à son rabaissement historique. Que reste-t-il lorsqu'il ne reste plus rien ? La culture, c'est bien connu ; Saintes va vivre cet adage de façon dynamique. Au bout du siècle, il en surgira pour elle une nouvelle identité.

Le développement de l'intérêt régional, sous ses formes historique, archéologique ou naturaliste, est loin d'être propre à Saintes. Le premier XIX<sup>e</sup> siècle est plein d'initiatives locales en ce domaine. Pour se limiter aux deux départements charentais, citons tout d'abord les créations des « sociétés d'agriculture, sciences, arts et commerce », selon le titre généralement retenu, et sur le modèle de celle de La Rochelle réorganisée par Louis-Benjamin Fleuriau de Bellevue dès 1801 ; c'est le cas à Angoulême en 1803, à Saint-Jean-d'Angély en 1804 et à Saintes - en dernier - en 1805. Pour compléter cette première génération de cénacles savants, citons aussi et surtout pour sa vision moderniste de l'érudition locale, la Société de littérature, sciences et arts créée à Rochefort en 1806 par le fameux Jean Bober-Moreau, fameux pour ses recherches botaniques, la vulgarisation qu'il fit dans la région des premières vaccinations, pour son engagement politique montagnard et pour la haine viscérale que lui manifestait Primevère Lesson qui, lui, demeurera dans l'histoire saintongeaise comme le « bon érudit » (entre guillemets, bien entendu).

Saintes alors ne brille pas particulièrement par ses initiatives ; elle suit. Sauf peut-être dans l'expression de sa religiosité : trois ans après avoir perdu son évêché, en 1804, par hasard - et on insiste beaucoup sur le hasard -, on retrouve le reliquaire de Saint-Eutrope perdu en 1793, qui se voit identifié entre autres par l'ancien régicide Jacques Garnier, dit Garnier de Saintes, l'homme fort de la ville en 1793, comme s'il s'agissait d'une revanche purement locale et purement identitaire au transfert de l'évêché vers La Rochelle. On comprend alors l'impact qu'aura en 1843 la découverte du tombeau du saint, tant dans l'affirmation d'une « Église santone » (selon le titre du livre du chanoine Joseph Briand) que dans l'élan donné aux recherches historiques locales.

De même, six ans après la perte de la préfecture, Saintes devient une des premières villes françaises à se doter simultanément d'une bibliothèque publique (confiée à la conservation d'un professeur de dessin, Nicolas Moreau) et d'un musée archéologique (créé par le jeune négociant Alexandre Chaudruc de Crazannes, un Rochelais d'origine, devenu châtelain près de Saintes). Nous sommes en 1817, c'est la première fois que Saintes ouvre le chemin érudit des Charentes. Elle le fait bien sûr en utilisant des lois et programmes nationaux, mais elle est la première à le faire dans la région.

Un peu plus de vingt ans plus tard, en 1839, elle est également la première à créer une société savante pour la sauvegarde du patrimoine archéologique. Ce sera la Société d'archéologie dite de Saintes, bien que couvrant rapidement l'ensemble du département de Charente-Inférieure par ses interventions. Ses parrains seront prestigieux : Mérimée, Viollet le Duc et Arcisse de Caumont ; ses premiers membres reconnus comme les véritables fondateurs de l'érudition saintongeaise : le châtelain Pierre de Vaudreuil, le magistrat Eutrope Dangibeaud, le principal du collège Stanislas Moufflet, le chanoine Auguste Lacurie et, bien sûr les déjà cités Joseph Briand, Nicolas Moreau et Alexandre Chaudruc de Crazannes.

Il faudra attendre 1844 pour qu'Angoulême se dote d'un équivalent (aux ambitions plus larges, certes) avec sa Société archéologique et historique de la Charente, alors que La Rochelle focalise son énergie érudite dès 1835 sur une Société des sciences naturelles. C'est donc à partir de Saintes que se développe la lente conscientisation archéologique qui va d'abord toucher la Charente-Inférieure, puis déboucher sur des préoccupations englobant l'histoire régionale vue comme un ensemble charentais.

Comme pour engager le cheminement vers ce rôle de capitale de l'érudition régionale, le baron Eugène Eschassériaux, député de Saintes, parvient à faire créer par le département en 1860 une Commission des arts et monuments historiques de la Charente-Inférieure qui duplique très exactement la Société d'archéologie de Saintes et confie à ses membres sa direction. Le chanoine Lacurie puis l'abbé Ludovic Julien-Laferrière deviennent ainsi les pilotes de ce mouvement qui donne à Saintes le *leadership* archéologique dans le département.

Les initiatives auront beau se multiplier et se diversifier localement, avec en 1862 la création d'une éphémère Société historique et scientifique de Saint-Jean-d'Angély (par l'instituteur et imprimeur Eugène Lemarié), avec surtout divers essais non concluants du professeur de philosophie et bibliothécaire de La Rochelle, Léopold Delayant, qui cherche à revigorer l'esprit historique et « académique » de sa ville, avec enfin plusieurs créations sans grand écho à Jonzac, Cognac ou Rochefort, Saintes demeure le pivot de l'érudition charentaise, favorisée en cela par le fait qu'en ces années du Second Empire Angoulême se perd dans des querelles de personnes.

## **La société des Archives et sa revue fédératrice**

Paradoxalement, un incendie va accélérer ce processus de dominat régional, celui de l'hôtel de ville de Saintes, dans la nuit du 12 novembre 1871. On connaît l'histoire du bon bibliothécaire, Louis Audiat, sauvant les manuscrits et les sources de la tradition régionale. Ce qui n'aurait pu être qu'une légende dorée strictement saintaise va transcender toute l'identité charentaise, avec des conséquences jusqu'à aujourd'hui.

Louis Audiat va en effet profiter de l'émotion suscitée par l'incendie pour créer en 1874 une Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis. Son succès est immédiat et il peut s'analyser en quelques points majeurs : tout d'abord le nombre de ses membres qui tourne autour de 450 alors que les plus gros effectifs des sociétés savantes les plus établies atteignent rarement les 200 (250 pour les Antiquaires de l'Ouest à Poitiers, 200 pour la Géographie de Rochefort, 150 pour les Statistiques des Deux-Sèvres à Niort, 150 pour les sociétés bordelaises comme les Bibliophiles de Guyenne, la Linnéenne de Bordeaux ou l'Archéologie de Gironde, 100 pour l'Archéologie de la Charente à Angoulême...). Il n'y a qu'à Paris que ces chiffres sont dépassés, mais seulement au sein des sociétés à vocation nationale.

En second lieu, l'origine géographique des membres : au début, Saintes représente à peine plus du cinquième des effectifs, contre seulement 12% au plus grand moment de la société, c'est-à-dire vers 1890. Le même phénomène concerne l'entier département de Charente-Inférieure : de près de 80% en 1874 ; il ne représente plus que 55% des membres à la fin du siècle. Le reste se compose alors de 16% pour la Charente (dont près de la moitié à Cognac), 12% pour la région parisienne et 17% pour les autres départements (dont près de 5% pour Bordeaux). Qu'on comprenne bien le phénomène, il ne s'agit nullement d'un effritement du centre saintais puisque sur toute la période ses effectifs en valeur absolue seront constants, voire en légère augmentation, et surtout renouvelés, il y va plutôt de la conquête par Saintes du statut de capitale identitaire du pays charentais.

L'entier département de Charente-Inférieure adhère à la Société des archives, avec ses notables en tête et ses hommes politiques ; la pénétration est plus forte autour de Saintes et de Jonzac (plus de 17% en Haute-Saintonge, hors Saintes), mais elle n'est nullement négligeable en Aunis (près de 14%, dont 6% à La Rochelle) et en Basse-Saintonge (11%, dont 4% à Saint-Jean-d'Angély). Là où l'influence saintaise perce de façon significative, car administrativement peu naturelle, est le Cognaçais avec près de 10% des effectifs ; et même en pleine ville d'Angoulême avec plus de 2% des membres. La diaspora charentaise enfin couronne cet incontestable succès en faisant de Saintes le lieu de son attachement.

Les raisons de cette réussite tiennent avant tout au talent de Louis Audiat à mélanger une pure vocation de publication de documents bruts (les fameux volumes annuels d'archives dont la tradition vient d'être reprise sous l'impulsion de Jean Glénisson et d'Alain Michaud) à une revue vivante touchant tous les aspects de la vie régionale, culturelle et même mondaine (la fameuse *Revue de Saintonge et d'Aunis*, bulletin bimestriel, aux rubriques souvent

brillantes et même mordantes). Les volumes d'archives répondent au but social de la société, sauvetage et mise à disposition du patrimoine documentaire régional, la *Revue de Saintonge et d'Aunis* à sa véritable raison d'être, un organe d'identité régionale dont Saintes assure le liant.

## **Le rôle de Désiré Mortreuil**

Jamais la Société des archives n'aurait pu connaître cette gloire sans ce bulletin, jamais Saintes n'aurait pu prétendre devenir la capitale affective des Charentes avec le seul travail - au demeurant respectable - des érudits publiant dans les volumes d'archives. C'est si vrai qu'Audiat va susciter envies et imitations : à Saintes même, dès 1877, le jeune abbé Eutrope Vallée, à la plume aussi acérée que celle d'Audiat, reprend en mains le *Recueil*, autrement dit le bulletin de la Société archéologique, et tente de l'orienter dans les brisés de la *Revue de Saintonge et d'Aunis*. Il ne parviendra à en faire qu'un brillant second, mais il accentuera le rôle culturel de Saintes, notamment vers des milieux plus jeunes et plus républicains. L'influence d'Audiat, au sens du mélange entre érudition et mondanité historicisante, se manifeste également à Angoulême dont le bulletin se met à devenir plus ouvert et plus fréquent, et à Rochefort où se crée en 1878 une brillante Société de géographie dont la revue deviendra le lien intellectuel entre l'arsenal et la ville.

Que Saintes soit devenue la capitale culturelle des Charentes grâce à Louis Audiat est incontestable, tout mettre à son crédit me semble en revanche exagéré. Il était en effet entouré d'une équipe de rédacteurs. Les purs érudits, type Charles Dangibeaud, Georges Musset, Denys d'Aussy, Gaston Tortat, Philippe Tamizey de Larroque, Paul Guérin, Bertrand de Cugnac, autrement dit ceux qui ont apporté leur pierre au véritable monument historique que constitue la collection des volumes d'archives, ne sont pourtant pas ceux qui ont assuré la gloire de la *Revue* ; ils ont certes travaillé à la justification érudite de la société, ils n'ont guère contribué à son succès « médiatique », le seul qui ait porté Saintes au premier plan régional.

Pour cela, il faut plutôt se tourner vers des rédacteurs plus modestes : autour d'Audiat qui en reste le metteur en scène et le chroniqueur principal, il convient de citer le châtelain Léon Michel de La Morinerie pour ses notices généalogiques qui obtenaient grand succès, les négociants Jules et Marcel Pellisson pour le lien qu'ils assuraient avec le monde du cognac ainsi que pour le second avec celui du patois (sous le pseudonyme de Piâtre Marcut), le docteur Charles Vigen pour ses comptes-rendus d'excursions, l'universitaire parisien Daniel Bellet pour son sens critique en peinture et en sculpture, Antoine Duplais-Destouches pour ses remarques historiques pleines de charme, le négociant Philippe Delamain pour ses notules archéologiques à la fois savantes et accessibles, le capitaine Gustave Regelsperger pour son lien avec Rochefort et les affaires maritimes, le doux Edmond Maguier pour ses poèmes, le fils du « maître » Gabriel Audiat pour ses chroniques littéraires, enfin tous ces auteurs de petites notices dans tous les domaines qui donnent à la *Revue* son style alerte et son champ ouvert d'intérêt.

Mais si Audiat est plus qu'un simple rédacteur en chef pour le bulletin de sa société, il s'appuie sur un véritable éditeur pour promouvoir la *Revue de Saintonge et d'Aunis*. Il s'appelle Louis-Désiré Mortreuil et il est juste de lui rendre ici hommage, car le destin « médiatique » de la Société des archives et, par là même celui de Saintes à rétablir son image historique de capitale régionale, ne serait-ce qu'au plan symbolique, lui doivent énormément. Sans lui, jamais le professeur Audiat, dont on disait qu'il était tout sauf justement un personnage « médiatique », plus tourné vers la poésie et la pure spéculation intellectuelle, n'aurait pu songé à une telle diffusion à son projet.

Fils d'un garde-magasin de la Marine à Rochefort, Louis-Désiré Mortreuil commence sa carrière comme commis de banque et devient vite expert auprès des tribunaux pour les

affaires de droit commercial (faillites et règlements judiciaires). En 1861, il reprend pour sa femme, Zora, une librairie à Saintes, librairie qui va vite devenir un des centres intellectuels de la ville, lié à tout ce qu'elle compte d'initiatives en matière de recherche historique. Ayant décidé de quitter Rochefort, Désiré Mortreuil devient le responsable de la gestion du négoce d'eaux-de-vie créé à Saintes par Amédée Niox ; puis en 1868, il obtient un brevet d'imprimeur à Cognac, en association avec Amable de Latour de Geay, un rentier de Saintes, et Léandre Larocque, un négociant en cognac. À eux trois, en 1869 ils fondent un hebdomadaire, *L'Ère nouvelle des Charentes*, dont Larocque devient le rédacteur en chef. Mais l'aventure cognaçaise, qui pourtant connaîtra un grand succès, semble trop lointaine pour Mortreuil : dès l'année suivante, il cède ses parts à Gustave Béraud qui fera fructifier *L'Ère nouvelle des Charentes*. Dès lors, il s'installe à Saintes et développe la librairie de sa femme en la transformant en maison d'édition. Louis Audiat y publie plusieurs ouvrages, notamment son étude sur la cathédrale Saint-Pierre (en 1871) et son catalogue du musée de la ville (en 1888), avant qu'il ne s'en serve comme l'éditeur privilégié, à côté d'Honoré Champion pour Paris, des publications de la Société des archives historiques.

Ce rôle premier de Désiré Mortreuil dans le succès d'Audiat est à souligner, grâce à sa pratique professionnelle de la diffusion et des relations publiques. C'est notamment lui qui assurait les liens de la *Revue* avec la presse, ce qui fut un des relais les plus précieux du succès de l'entreprise.

Le déclin des Archives historiques vient tout autant de la vieillesse devenue ombrageuse d'Audiat que de la disparition de son ami Mortreuil. En 1898, meurt Louis-Désiré Mortreuil ; en 1903, le suit Louis Audiat. Entre ces deux dates, les effectifs de la Société des archives ont littéralement fondu, passant de 430 à 340 ; en corollaire, l'année 1903 est celle du plus gros volume d'archives jamais publié, 750 pages concernant le *Cartulaire de Saint-Jean-d'Angély* par Georges Musset (record battu en 1997 avec les 1007 pages des *Lettres* de Philippe Fortin de La Hogue publiées par Giuliano Ferretti) et la *Revue* a perdu de sa verve, progressivement envahie par de longs articles érudits qui se substituent au bavardage cultivé d'autrefois. Son contenu lui-même passe à côté de ce qui en train de renouveler la vigueur des études régionales, préhistoire et ethnographie. Quant aux successeurs de Mortreuil, le très incapable Cassereau puis très vite la pusillanime mademoiselle Bruneau Saint-Médard, ils sont loin de posséder l'entregent de Mortreuil ; l'auraient-ils eu d'ailleurs qu'ils n'auraient pu convaincre longtemps, une chapelle érudite attire moins qu'un bon salon charentais.

## **La culture a horreur du vide**

Je dis cela devant un parterre d'héritiers de la Société des archives, la leçon me semble encore actuelle. Louis Audiat avait réussi à faire de Saintes une véritable capitale culturelle des Charentes grâce à une revue, non pas grand public, mais destinée à un public cultivé. Ses successeurs, en particulier faut-il le rappeler Charles Dangibeaud dont on célèbre aujourd'hui la mémoire, ne sauront pas maintenir la flamme. Après la mort d'Audiat, la Société des archives se recroquevillera sur son noyau érudit et saintongeais, réduite à un effectif de 175 en 1914, puis d'une centaine entre les deux guerres, pour s'effondrer après 1945 à quelques dizaines et retrouver un peu de souffle à partir des années 1980. Autrement dit un étiage de basses eaux, à peine comparable à celui des autres sociétés savantes charentaises.

En tout cas, certainement pas le niveau requis pour être l'organe d'un dominat culturel régional. Saintes voyant son rôle s'effacer, les autres villes de la région cherchèrent toutes, plus ou moins, à prendre sa place. Ce fut l'enjeu du premier XXe siècle. Jusqu'aux années 1970, environ. Rochefort se voyant condamnée au déclassement, Royan ne faisant pas encore

psychologiquement partie de la région, Saint-Jean-d'Angély s'étant toujours leurrée dans ses capacités et La Rochelle ayant encore une fois raté le coche de la culture régionale, c'est de Cognac et d'Angoulême que viendra l'impulsion. La première appuyée sur les budgets de son eau-de-vie (notamment en matière d'édition), la seconde sur son goût de la préhistoire servi par ce qui va devenir la plus grosse société savante des Charentes, avec près de 1000 membres à partir des années 1960 (dont plus de 15% en Charente-Maritime). Mais aucune ne réussira vraiment à relever la succession de la Saintes façonnée par Audiat. Dans ces années-là, le seul courant réellement vivant et influent, pluri-disciplinaire, est celui d'une revue parisienne, *Pays d'Ouest*, qui inclut les Charentes dans un ensemble régional plus vaste. Paris, capitale des Charentes ? Autant dire que les Charentes n'ont plus de capitale culturelle.

Depuis les années 1960, l'enjeu culturel est devenu un des aspects les plus remarquables de la vitalité locale. C'est dire qu'il dépasse maintenant à la fois le mouvement régionaliste et la stricte initiative privée, c'est dire aussi qu'il se mesure en manifestations diverses (théâtre, musique, édition...), donc en poids des budgets publics. En ce domaine, comptent évidemment plus que par le passé la taille de la ville et les efforts qu'elle réalise en affectation de ses recettes fiscales. Que les agglomérations d'Angoulême et de La Rochelle se situent aujourd'hui au premier rang charentais, grâce à leurs 100000 habitants et à leurs 650 francs de budget culturel annuel par habitant n'étonnera personne. Derrière elles, viennent Saintes, Cognac, Rochefort et de façon plus récente Royan : une moyenne autour de 30000 habitants et 400 francs par habitant.

Est-ce à dire qu'il s'en dégage une nouvelle capitale culturelle des Charentes ? Je ne le crois pas. La grande majorité des budgets se voit affectée à de la consommation culturelle locale et les quelques manifestations qui dépassent ce cadre restent trop parcellaires pour valoir à la ville, qui bien sûr en tire une image positive, ce dominat autrefois échu à Saintes. Trois d'entre elles me semblent aujourd'hui des candidats possibles à un nouveau dominat culturel régional, si elles savent amplifier et surtout transformer en attachement charentais ce qu'elles ont commencé à mettre en œuvre : Angoulême avec la bande dessinée et son pôle images, Rochefort avec la re-création d'une ville nouvelle du XVIIe siècle et d'un arsenal ouvert sur l'exotisme, Saintes autour de la musique et de la valorisation patrimoniale qu'elle implique. Le reste me paraît trop confus (c'est le cas de La Rochelle), trop dispersé (Royan) ou trop commercial (Cognac).

Les jeux sont loin d'être faits. Grâce à quelques initiatives des années récentes (en termes de longue durée, la seule mesure à laquelle on peut jauger un tel phénomène), Saintes est revenue dans la course. Je pense à l'Académie de Saintonge créée en 1957 par le chanoine Tonnellier, au Festival de musique créé en 1971 par Alain Pacquier, aux Jeux santons créés en 1973 par Michel Forgeau, à la Société d'archéologie et d'histoire réanimée par Louis Maurin à partir de 1973, au Centre culturel de rencontres de l'abbaye aux Dames piloté par Dominique Chartier, etc... À nous tous de savoir actualiser la leçon d'Audiat...